

*Initiatives ministérielles*

d'assurance-chômage et qu'il aurait pu choisir un moyen plus efficace. À mon avis, la meilleure façon de réduire les coûts du régime d'assurance-chômage, c'est de redonner du travail aux Canadiens.

Chaque point de pourcentage de chômage coûte environ 2 milliards de dollars. Cela signifie que, si le gouvernement décidait de venir en aide aux chômeurs en ramenant le taux de chômage à 8 p. 100, le déficit de la caisse d'assurance-chômage baisserait de 6 milliards de dollars.

Le gouvernement pourrait agir, mais il refuse de le faire. Il attend toujours, il essaie de tenir bon en espérant que, tôt ou tard, le revirement économique remettra naturellement les choses en place, comme cela a toujours été le cas. Il prend ses désirs pour la réalité.

Le gouvernement s'illusionne s'il croit que le cycle conjoncturel sauvera notre économie de huit années de négligence sous le régime conservateur. Autrefois, le chômage était cyclique. Il résultait d'un ralentissement de l'économie. Les entreprises mettaient des employés à pied à la suite d'une baisse de la demande. Lorsque, après un certain temps, la demande augmentait à nouveau, les travailleurs réintégraient des emplois comme ceux qu'ils avaient quittés.

Le chômage cyclique constituait un problème épineux, mais le défi que nous devons relever actuellement est beaucoup plus décourageant. Nous faisons maintenant face au chômage non pas cyclique, mais structurel. Le chômage n'est plus causé par des ralentissements temporaires, mais par des fermetures permanentes. Notre économie est en transition. Aujourd'hui, les usines ferment définitivement. Des sociétés bien établies comme GM et IBM annoncent régulièrement des mises à pied massives, et des pans entiers de l'économie se contractent et réduisent leurs effectifs. Plus aucune des vieilles vérités ne tient.

Selon l'OCDE, le Conference Board du Canada, le département du développement économique des Nations Unies et d'autres institutions, le taux de chômage restera très élevé au Canada pendant une bonne partie de l'année prochaine et probablement encore plus longtemps en dépit d'une forte croissance économique. Nous entrons dans une période de reprise qui ne créera pas d'emplois; 460 000 personnes ont perdu leur poste au cours des deux dernières années et les analystes croient que beaucoup de ces emplois ne réapparaîtront jamais.

Ces gens, et d'autres Canadiens réduits au chômage, ont le droit d'attendre de leur gouvernement assistance et leadership. Ils ont le droit de penser que le gouvernement tiendra ses engagements en matière de création d'emplois, de programmes d'adaptation pour les travailleurs mis en disponibilité et de développement d'une culture du savoir.

Mais le gouvernement n'a pas honoré ses engagements. Pendant plus de huit ans, il a fermé les yeux sur le problème du chômage, laissant des millions de Canadiens à la merci du marché du travail. Il met toute sa foi dans les théories économiques au détriment de tout le reste.

Au lieu d'un gouvernement actif qui se soucie vraiment des citoyens, nous avons un gouvernement insensible qui parle froidement de mettre en place des conditions fondamentales favorables. Il a laissé passer d'excellentes occasions pendant les bonnes années et n'a rien fait pour aider les nécessiteux pendant les années les plus maigres que nous ayons connues depuis la grande crise.

Nous avons un gouvernement qui ne comprend pas que, même si les déficits coûtent très cher, la misère humaine a aussi son prix, qui est très élevé. Toute la société souffre lorsqu'une période de chômage important se prolonge, parce que le chômage se traduit par des pertes de production, de salaire et de potentiel humain.

Selon un organisme, l'économie tourne en ce moment à 9 p. 100 en deçà de son potentiel, ce qui veut dire que nous perdons 60 milliards de dollars par an. En fait, on prévoit que, entre 1991 et l'an 2000, le Canada va perdre environ 400 milliards de dollars d'exportations, de recettes fiscales et de salaires.

Outre ses coûts financiers, un chômage élevé entraîne d'énormes coûts sociaux, car de plus en plus de gens doivent faire appel à l'aide sociale ou se mettre carrément en marge du système. Dans l'agglomération torontoise, par exemple, les fonctionnaires prévoient que le nombre des assistés sociaux va dépasser les 200 000 cette année. C'est une augmentation catastrophique de 75 p. 100 par rapport à 1990. Au cours de l'année écoulée, toutes les provinces ont vu augmenter de façon dramatique le nombre de ceux qui, pour survivre, doivent recourir à l'aide sociale. Toute cette souffrance humaine résulte de la récession la plus pénible que nous ayons connue depuis 50 ans.

Mais aussi mauvaise que soit la situation à l'heure actuelle, elle ne fera qu'empirer si les modifications proposées dans le projet de loi prennent force de loi. Si les gens qui quittent leur emploi ou qui sont congédiés ne sont pas admissibles à l'assurance-chômage, comme ces mesures le proposent, ils devront se tourner vers l'aide sociale. Cependant, à cause de certaines distinctions subtiles, certaines personnes ne seraient peut-être même pas admissibles aux prestations de bien-être social. Voilà encore un autre élément injuste du projet de loi et encore une autre raison pour laquelle le gouvernement devrait le retirer.

Finalement, je voudrais parler des répercussions que ces modifications auront pour les jeunes Canadiens. Je crois qu'ils ont beaucoup à craindre de ces mesures. On compte présentement plus de 400 000 jeunes chômeurs